

**UNITES DU DETACHEMENT DE GENDARMERIE
DES ILES SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON
(1833-1946)**



REPERTOIRE NUMERIQUE DETAILLE

SOUS-SERIE GD 975 E

(mis à jour en 2015)

**UNITES DU DETACHEMENT DE GENDARMERIE
DES ILES SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON
(1833-1946)**

**REPERTOIRE NUMERIQUE DETAILLE
SOUS-SERIE GD 975 E**

dressé par

Christèle CHABOTEAU

sous la direction

des lieutenantes Sandra SERIS et Karine PERRISSIN-FABER

diplômées d'études supérieures spécialisées

INTRODUCTION

Les archives des unités de gendarmerie ont subi d'importantes destructions liées, soit aux vicissitudes de l'histoire (essentiellement en raison des conflits successifs du XX^e siècle), soit aux règlements internes imposant la destruction des documents. Un bref historique de la politique archivistique en gendarmerie est nécessaire à la compréhension de ces destructions entraînant aujourd'hui l'absence de nombreux documents dans les collections du Service historique de la Gendarmerie nationale¹.

La première mention de conservation des archives de la gendarmerie apparaît dans l'ordonnance royale du 29 octobre 1820 portant règlement sur le service : il y est question d'inventaire et de transmission des écrits des officiers à leurs remplaçants. Malgré plusieurs tentatives de conservation définitive ou périodique, une grande partie des documents fut détruite de différentes manières (l'exemple des documents donnés à l'artillerie pour la confection des gargousses et des cartouches est régulièrement cité). Il fut toutefois prévu des délais en fonction de la spécificité de certains documents (10, 15 ou 20 ans).

Ainsi, à la fin du XIX^e siècle, le bilan de conservation des archives de la gendarmerie est déplorable. Toutefois, de nombreux documents ont été versés aux Archives nationales, à la Bibliothèque nationale, aux archives départementales ou encore à l'actuel Service historique de l'armée de Terre (SHAT). Le début du XX^e siècle voit l'établissement, par les décrets de 1902, 1918, 1919 et 1922, de directives précises quant à la destination des documents : incinération, versements à l'administration des Domaines et versements aux Archives nationales. Entre 1940 et 1970, la gendarmerie s'organise de manière empirique afin de conserver ses archives. Ainsi, malgré la guerre, des efforts importants sont entrepris par l'administration centrale pour conserver les archives, d'abord à Courbevoie en 1942 où le Centre d'administration territoriale de la gendarmerie reçoit les archives des corps dissous lors des réorganisations, puis à Nogent-sur-Marne et à Rosny-sous-Bois entre 1948 et 1956. La multiplicité des sites et la dispersion consécutive aux événements ne favorisent pas une gestion satisfaisante des documents. Enfin, entre 1972 et 1977, un service d'archives proprement dit est organisé au Centre administratif et technique de la Gendarmerie nationale du Blanc dans l'Indre. Pour la première fois, des versements périodiques sont effectués, concernant dans un premier temps les procès-verbaux, puis la totalité des archives. Depuis le 1^{er} avril 1995, ce dépôt est rattaché au Service historique de la Gendarmerie nationale qui est désormais chargé de la conservation des archives de la Gendarmerie nationale.

¹ Un volume de la collection sera entièrement consacré à l'étude historique et archivistique de la gendarmerie départementale.

Afin de pallier une première saturation du dépôt du Blanc, certaines archives ont été déposées dans les archives départementales depuis 1986, conformément aux prescriptions de la circulaire de la direction des Archives de France n° 86-4 du 20 décembre 1986. Il était prévu dans ce document le versement des années 1947 à 1966. Puis les versements devaient porter sur les années 0 et 5, auxquelles devaient s'ajouter les années exceptionnellement chargées sur le plan politique (1968 par exemple). Une grossière erreur a provoqué le découpage des registres à cheval sur les années 1946 et 1947, afin de permettre l'envoi des documents dans les archives départementales en prenant les termes de la circulaire à la lettre. Les archives déposées dans les archives départementales seront récupérées par la gendarmerie à compter de l'été 2001 et viendront rejoindre les collections du SHGN. Cette pratique entraîne parfois la présence de documents du début de l'année 1947 dans cette collection d'inventaire. D'autre part, les carnets de déclarations peuvent également dépasser le *terminus ad quem* de 1946. Sont absents de cet inventaire les registres médicaux inventoriés dans les sous-séries Em, les carnets de transfèrement ainsi que les registres de garde à vue des unités de gendarmerie du département inventoriés dans les sous-séries Ep. Ces trois types de documents ont l'originalité de ne pas avoir été versés aux archives départementales et d'avoir ainsi échappé au découpage de 1986. Leur classement en a été rendu d'autant plus difficile dans le cadre de cette collection s'arrêtant à 1946.

Le fonds des unités du détachement de gendarmerie des Iles Saint-Pierre-et-Miquelon se compose de 35 articles représentant 0,525 mètre linéaire.

Conditions d'accès et d'utilisation

Les conditions d'accès à ce fonds sont régies par le Code du patrimoine.

**Organigramme des unités du détachement des Iles Saint-Pierre-et-Miquelon
pour lesquelles des archives sont conservées**

**Détachement des Iles Saint-Pierre-et-Miquelon
Saint-Pierre**

BT Miquelon

BT Saint-Pierre

Poste Miquelon

Poste Ile aux chiens

SOMMAIRE

GD 975 E

UNITES DU DETACHEMENT DE GENDARMERIE DES ILES SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON (1833-1946)

GD 975 E 1-12, 34-35	Détachement des Iles Saint-Pierre- et-Miquelon à Saint-Pierre 1833-1929, 1931-1946	GD 975 E 17	Poste de Miquelon 1892-1895
GD 975 E 13-16	Brigade territoriale de Miquelon 1896-1897, 1933-1948	GD 975 E 18-31	Brigade territoriale de Saint-Pierre 1853, 1879, 1893, 1895-1897, 1899, 1918, 1935-1946
		GD 975 E 32-33	Poste de l'Île-aux- chiens 1894, 1897

DETACHEMENT
DE
GENDARMERIE
DES ILES SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON
(1833-1946)

Détachement des Iles Saint-Pierre-et-Miquelon
à Saint-Pierre

GD 975 E 1-6	Registres de correspondance courante au départ (R/2).	1931-1946
	1	29 décembre 1931 au 17 septembre 1934
	2	18 septembre 1934 au 17 décembre 1935
	3	17 décembre 1935 au 2 juillet 1937
	4	8 janvier 1938
	5	4 janvier 1939 au 27 septembre 1944 ²
	6	24 septembre 1944 au 30 décembre 1946
GD 975 E 7	Registre de correspondance confidentielle au départ (R/4).	20 mai 1934-14 août 1946³
GD 975 E 8	Dossier relatif à l'inspection de la gendarmerie.	2 août 1869-18 février 1929
GD 975 E 9	Dossier relatif au casernement.	1^{er} août 1887-23 avril 1919
GD 975 E 10	Dossier relatif aux enfants de troupes.	26 août 1852-12 août 1887
GD 975 E 11-12	Correspondances échangées entre le commandant du détachement et les différentes autorités locales.	1833-1923
	11	22 avril 1833 au 4 octobre 1899

² Lacunaire du 5 avril au 12 novembre 1941. Certains de ces documents émanent du sous-lieutenant commandant le détachement de gendarmerie de la place de Saint-Pierre.

³ *Idem.*

12 26 décembre 1900 au 10 mars 1923

- GD 975 E 34** Rapports du commandant du détachement des Iles Saint-Pierre et Miquelon.
14 - 23 mars 1945
- GD 975 E 35** Contrôle des blessures et citations.
30 août 1929

Brigade territoriale de Miquelon

- GD 975 E 13** Registre de correspondance courante au départ (R/2).
3 juin 1933-5 juin 1936
- GD 975 E 14** Répertoire des procès-verbaux (R/PV).
18 juillet 1933-15 juillet 1948
- GD 975 E 15-16** Procès-verbaux (PV).
1896-1897
- 15** 22 février, 3, 16 et 22 mars 1896
16 21 mai, 13 et 19 juin, 3 octobre 1897

Poste de Miquelon (brigade territoriale de Miquelon)

- GD 975 E 17** Cahier spécial servant à l'inscription des notes de service.
12 décembre 1892-18 octobre 1895

Brigade territoriale de Saint-Pierre

- GD 975 E 18-19** Registres de correspondance courante au départ (R/2).
1936-1945
- 18** 17 mars 1936 au 10 mai 1938
19 6 janvier 1939 au 3 février 1945
- GD 975 E 20-22** Registres de correspondance confidentielle au départ (R/4).
1935-1938, 1940, 1944-1946
- 20** 14 mars 1935 au 27 septembre 1938
21 8 octobre 1940

22 6 juin 1944 et 26 décembre 1946

GD 975 E 23 Répertoire des procès-verbaux (R/PV). **2 janvier-30 octobre 1918**

GD 975 E 24-31 Procès-verbaux (PV). **1853, 1879, 1893, 1895-1897, 1899**

24	12 novembre 1853
25	23 septembre 1879
26	9 au 11 janvier 1893
27	29 avril au 27 décembre 1895 ⁴
28	2 et 6 mars, 9 avril, 25 juin et 25 août 1896
29	2 janvier au 30 juin 1897 ⁵
30	2 juillet au 26 décembre 1897
31	15 novembre 1899

**Poste de l'Ile-aux-chiens
(brigade territoriale de Saint-Pierre)**

GD 975 E 32-33 Procès-verbaux (PV). **1894, 1897**

32	22 mai 1894
33	2 juin au 14 octobre 1897 ⁶

⁴ Lacunaire.

⁵ *Idem.*

⁶ *Idem.*

TABLE DES MATIERES

Introduction	3
Sommaire	7
Répertoire	9
Table des matières	13